

Discours de SEM le Président Macky SALL à la Rencontre des Entrepreneurs de France



Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur Geoffroy Roux de Bézieux, Président du Mouvement des Entreprises de France,

Mesdames, Messieurs, les membres des secteurs privés français et sénégalais,

Chers amis,

Tenir en présentiel un évènement aussi majeur que la *Rencontre des Entrepreneurs de France* dans les circonstances exceptionnelles de la pandémie COVID-19 est assurément une gageure et un acte de résilience.

J'imagine le temps et les efforts consacrés à l'organisation de ce rendez-vous dans le respect des règles sanitaires. C'est une formidable démonstration de résilience et d'adaptation en ces temps d'épreuve. Je vous en félicite vivement.

Merci à vous, Président **de Bézieux** et à vos collègues, de m'avoir convié comme invité d'honneur de vos assises. J'y vois le témoignage renouvelé de votre attachement au Sénégal et à l'Afrique, et de l'intérêt que vous accordez aux relations conviviales de coopération et de partenariat entre nos deux pays.

En venant à votre Rencontre, j'ai également à l'esprit que les bonnes affaires fleurissent dans le terreau fertile de l'amitié et de la confiance mutuelle.

Cette année, à travers le thème de la *Renaissance des entreprises de France*, vous mettez en lumière les enjeux économiques, sociaux, et sociétaux de l'après-COVID, en relation avec la souveraineté économique, l'urgence de la transition écologique et de la préservation de la biodiversité, des nouveaux modes de consommation et l'évolution du travail.

Ces préoccupations nous interpellent tous, pouvoirs publics, secteur privé et citoyens, du Nord comme du Sud.

Voilà plus de six mois en effet que l'infiniment petit secoue le monde entier, mettant à rude épreuve les systèmes sanitaires les plus sophistiqués, pulvérisant les taux de croissance économique, bouleversant les relations sociales, plongeant les entreprises, travailleurs et ménages dans la précarité.

Cette crise sanitaire majeure révèle au grand jour l'impréparation du monde face aux pandémies, et met à nu les vulnérabilités et contradictions de notre modèle de production et de consommation. Au fond, c'est la question de la finalité même du développement qui est posée.

Dans sa quête du progrès l'homme recule chaque jour les limites de la science et de la technologie, y compris dans la conquête de l'espace. Pendant ce temps, sur terre, il manque de masques, de kits de test, d'équipements de protection individuelle, de lits, de respirateurs ; autant de nécessités indispensables à sa vie et à sa santé.

Il urge de repenser notre modèle de développement, d'apprendre de nos erreurs, de redéfinir l'ordre des priorités et de redonner sens à l'économie réelle, en investissant **plus et mieux** dans l'agriculture, l'énergie durable, les infrastructures, la santé, l'éducation et la formation, afin de réaliser un développement compatible avec le bien-être de *l'homme intégral*.

Devant cette pandémie inédite, l'Afrique, par son expérience des épidémies, par la jeunesse de sa population et les mesures préventives précoces, se montre résiliente et combative, déjouant ainsi les sombres pronostics qui prédisaient une hécatombe sur le continent.

Pour sa part, le Sénégal fait face à la crise dans le cadre d'un Programme de Résilience économique et sociale (PRES) à hauteur de **1,64 milliard de dollars**, financé par l'Etat, avec l'appui de partenaires au développement et de donations volontaires.

Ce programme nous a permis de :

Ø soutenir le secteur de la santé par le relèvement substantiel du plateau médical, des tests et un traitement gratuits des malades ;

Ø assister les populations en denrées de première nécessité et produits phytosanitaires ;

Ø appuyer notre diaspora, si généreuse envers le pays en temps normal, et aujourd'hui durement éprouvée ;

Ø sauvegarder la stabilité macroéconomique ;

Ø soutenir le secteur privé et préserver l'emploi à travers un paquet de mesures fiscales, douanières et d'injection de liquidités ;

Ø enfin, assurer l'approvisionnement continu du pays en hydrocarbures.

Il reste que pour l'ensemble des pays africains, les efforts internes ne suffiront pas pour amortir le choc de la crise et relancer la croissance économique. **Il nous faut plus de**

capacités financières.

C'est pourquoi avec d'autres collègues, j'ai lancé un plaidoyer pour un allègement conséquent de la dette publique africaine et un réarrangement de la dette privée selon des modalités à convenir ; afin de permettre à nos pays de disposer d'espaces budgétaires qui seront entièrement consacrés à la riposte sanitaire, à la résilience économique et sociale, et à la sauvegarde de l'emploi.

Je dois, à ce sujet, saluer le rôle du Président Emmanuel Macron qui a contribué à l'adoption par le G20 d'un moratoire sur le service de la dette jusqu'à la fin de l'année 2020.

C'est une mesure appréciable, mais certainement insuffisante compte tenu de l'impact de la crise sur nos économies. Si je prends l'exemple du Sénégal, d'après nos dernières estimations, notre taux de croissance économique passerait de **6,8%** à **1,1%**. C'est pourquoi l'Union Africaine souhaite travailler avec les partenaires pour une extension du moratoire du G20 jusqu'en 2021.

En effet, à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Je note ainsi, que la règle sacro-sainte de discipline budgétaire selon laquelle le déficit annuel ne doit pas excéder 3% du PIB est aujourd'hui écartée pour faire face à la crise.

C'est dans le même esprit qu'il convient de considérer la question de l'allègement du fardeau de la dette, pour accompagner l'Afrique dans ses efforts de résilience et de reprise de sa trajectoire d'émergence post COVID.

Audemeurant, avec un montant de 365 milliards de dollars, la dette africaine ne représente que 2 % du volume de la dette mondiale.

Je rappelle également que depuis plusieurs années, l'Afrique affiche régulièrement des taux de croissance supérieurs à la moyenne mondiale.

En dépit des défis devant nous, les pays africains sont en grande majorité dans une dynamique de construction et de progrès. Ces pays sont stables. Les Gouvernements sont à la tâche. Il y a une jeunesse instruite, créative, qui entreprend et qui réussit ; des millions d'hommes et de femmes qui travaillent, qui investissent, qui créent des emplois et de la richesse.

Toutes ces transformations positives restent dans « l'angle mort » de l'actualité ; parce que les mutations tranquilles, à l'image des arbres qui poussent dans la forêt, ne font pas de bruit. L'Afrique émergente est loin des stéréotypes qui la présentent comme la face obscure de l'humanité ; et le risque d'y investir n'est pas plus élevé que dans beaucoup d'autres régions du monde.

A tous nos partenaires, publics et privés, mon message reste le même : **posez un nouveau regard sur l'Afrique et les africains. Ceux qui continuent de percevoir et d'analyser**

les dynamiques africaines à travers des paradigmes et des paramètres périmés, risquent d'être surpris et en retard sur les rendez-vous de demain.

Pour une économie mondiale essoufflée, l'Afrique en construction est une source d'opportunités et d'investissements. **C'est aussi un acteur qui demande des rapports de partenariat plus qualitatifs, plus justes et plus équitables, pour une croissance et une prospérité partagées.**

Le Sénégal veut rester dans cette dynamique avec la Phase II du Plan Sénégal Emergent sur la séquence 2019-2023.

Le Programme d'Actions prioritaires (PAP) de cette Phase II porte sur des secteurs cibles comme les infrastructures, les mines, l'énergie, y compris l'exploitation du gaz et du pétrole, le transport, l'agriculture et l'agro business, la construction, avec un programme quinquennal de 100 000 logements, le tourisme, la finance, les industries et l'économie numérique.

Mais chemin faisant, la pandémie COVID-19 nous a révélé des points de vulnérabilités potentielles, qui nous exposeraient à des pénuries en cas de rupture de fret ou de rétention de certains produits par les pays exportateurs pour satisfaire leurs propres besoins. Il en est ainsi de l'agriculture et de l'industrie pharmaceutique, entre autres.

Pour parer à de telles éventualités, nous avons entamé un processus d'ajustement et d'accélération du PAP du PSE II, à travers un Programme de Relance de l'Economie nationale.

Il s'agit, en tenant compte du fait que la COVID-19 est encore là pour un certain temps, de **faire vivre l'économie toutes précautions sanitaires prises**. Ainsi, nous allons adopter en septembre le Programme d'Actions Prioritaires ajusté et accéléré (**PAP2a**). Il s'agira de donner une sur-priorité à la souveraineté alimentaire (agriculture, élevage et pêche), pharmaceutique et sanitaire, et de booster en même temps l'industrialisation de l'économie, le numérique, le tourisme, le logement, en favorisant davantage l'équité territoriale et l'inclusion sociale. Parallèlement, les projets stratégiques des infrastructures et de l'énergie seront poursuivis.

D'ici 2023, le **PAP2a** requiert un financement de 22,4 milliards d'euros dont les tiers sont attendus du secteur privé local et étranger.

Voilà les défis que nous voulons relever avec notre Programme de relance de l'Economie nationale.

Vous pouvez y contribuer. Je ne vous présenterai pas le Sénégal. Vous connaissez le pays. Nous connaissons la qualité du savoir-faire français. Nous avons en commun une langue et une tradition juridique, en plus de la proximité géographique. Plus de 250 entreprises françaises opèrent au Sénégal, pour plus de 30 000 emplois créés.

Voilà ce qui nous permet de travailler ensemble sur des projets divers, parfois sophistiqués, comme celui du TrainExpress Régional dont la première phase est en cours d'achèvement.

Les atouts sont là, non négligeables. Tout comme il y a des défis à relever.

Défi de la compétition et de l'obligation de résultat. Le cercle des partenariats s'élargit en Afrique, de sorte qu'il ne peut plus y avoir **ni d'exclusion, ni d'exclusivité sur le continent**. De plus, les gouvernants sont tenus par des exigences de délai et de qualité dans l'exécution des projets. Chaque projet doit être exécuté dans les normes et livré à l'échéance convenue.

Défi de l'accompagnement institutionnel. A mon sens, le vrai enjeu de la coopération avec l'Afrique aujourd'hui, ce n'est plus le débat sur l'augmentation de l'aide publique au développement, mais comment les gouvernements des pays partenaires pourraient soutenir les initiatives d'investissement privé par la facilitation de l'accès au crédit et des mécanismes de financement appropriés.

Enfin, le défi de la réforme. En tant que pays d'accueil, il nous appartient de poursuivre l'amélioration de l'environnement des affaires. Je pense à la simplification des formalités et des procédures, à la disponibilité de ressources humaines qualifiées, à la logistique et aux autres facteurs de production comme l'énergie, les infrastructures physiques et le software.

Dans cet esprit de simplification et de diligence, l'Agence pour la Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX) a désigné un point focal pour faciliter aux investisseurs du MEDEF les démarches administratives.

Finalement, de part et d'autre, notre agenda reste bien rempli, et, je l'espère, toujours plus attractif et plus motivant.

Alors, ensemble, travaillons à consolider nos relations, dans la confiance mutuelle.

Ensemble, œuvrons pour d'autres perspectives de partenariats durables.

Ensemble, labourons le nouveau champ des possibles, par des investissements rentables et mutuellement bénéfiques.

Merci de votre aimable attention.



[Revenir](#)